

ENTRÉE

GRATUIT

LIBRE

depuis 1986

Journal communautaire de Sherbrooke
DÉCEMBRE 2009 • Vol. 24 • No. 6 • 141^e numéro

Les LÉONs... c'est nous ! (page 3)

Du pain, pas des Jeux ! (page 4)

Cinq cubains emprisonnés (pages 8)

Encore des hausses de tarifs (page 11)

Le décrochage scolaire

Un problème? des solutions!

PAR ALICIA LEMELIN, AMÉLIE DAVIDSON L'ESPÉRANCE,
HYACINTHE HUGUET ET JO-ANIE CHARLAND

Le décrochage scolaire est une question sociale importante. Plusieurs débats, conflits et controverses sont liés à ce sujet d'actualité et, bien sûr, il n'y a pas de solutions miracles au problème et aucun consensus sur la manière de le régler.

Tout d'abord, il convient de définir ce qu'on entend par « décrochage scolaire ». Il s'agit de l'abandon des études avant l'obtention d'un diplôme, souvent en raison de la démotivation et des difficultés d'apprentissage. Le décrocheur tentera de se tourner vers le milieu du travail, où il croit qu'il se sentira plus valorisé pour ses compétences.

Les mesures à adopter face à cette question sont d'autant plus difficiles à trouver que les acteurs sont nombreux. Il est parfois difficile pour les commissions scolaires, les étudiants, les contribuables, les parents, les professeurs et les groupes de pression de se mettre en accord sur une solution commune.

Un échec ?

Au palmarès peu flatteur du décrochage scolaire, la position de l'Estrie est plutôt désolante en se positionnant au 14^e rang sur les 17 régions administratives de la province, avec un taux de décrochage de 31 % en 2008 comparativement au Saguenay-Lac-Saint-Jean qui affiche un taux de seulement 15,8 % de décrocheurs pour la même année.

La lutte au décrochage scolaire est considérée par certains comme un échec, étant donné les sommes importantes investies sans résultats convaincants. En effet, malgré les 200 millions investis par le Ministère de l'Éducation, le taux de décrochage scolaire reste exactement le même après sept ans, soit de 30 % pour l'ensemble des jeunes québécois.

Anticiper l'avenir

Le problème est d'autant plus grave qu'il est présentement crucial de bien former la relève. La société est vieillissante et cela engendrera des emplois à combler et des coûts sociaux tels que les soins médicaux pour les aînés. De surcroît, les valeurs familiales ont un impact direct sur la décision du jeune. Par exemple, celui-ci tentera de prendre ses parents comme modèle. Il banalisera le problème si ces derniers ont eux-mêmes décroché et vivent aisément.

Un autre problème lié au décrochage est que les jeunes peuvent développer des troubles du comportement à la suite de leur abandon. En effet,

le décrochage scolaire a de graves conséquences sur le plan personnel, car l'insertion sociale des décrocheurs se trouve souvent restreinte. Par ailleurs, plusieurs décrocheurs deviennent souvent dépendants de drogues et d'alcool.

Un désavantage social

L'économiste québécois Pierre Fortin a évalué les coûts sociaux reliés à un décrocheur n'ayant pas de diplôme secondaire. D'abord, celui-ci aura un salaire inférieur à 15 % comparativement à un diplômé et il aura 10 % moins de chances que ce dernier de trouver un emploi. La somme des coûts sociaux s'élève à 460 000 \$ pour un seul décrocheur.

Les auteurs, étudiants au Cégep de Sherbrooke, ont réalisé ce mémoire dans le cadre de leur cours Laboratoire de pratiques sociales à l'automne 2009.

** Vous trouverez un graphique du pourcentage de décrochage scolaire selon les régions en page 3*

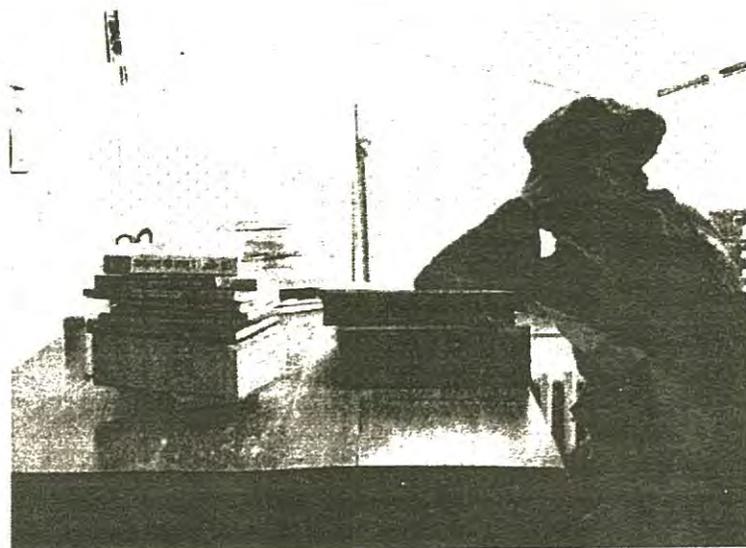


Photo: Équipe d'Entrée-Libre

L'Estrie affichait un taux de décrochage scolaire de 31% en 2008.

Nos recommandations

Nos recommandations s'appuient sur les avis de plusieurs spécialistes dans ce domaine.

- Sensibiliser les jeunes par rapport au décrochage : ils devraient assister à des conférences obligatoires, proposées dans le cadre d'un cours, soulignant l'importance de l'éducation.
- Diminuer le nombre d'élèves par classe, qui s'élève souvent à 32 élèves (selon l'avis de 99% des professeurs de français).
- Encourager les professionnels en éducation à venir travailler en milieu scolaire, en leur offrant, par exemple, de meilleures conditions de travail (salaire, diminution d'élèves par professionnels, emploi permanent dans une école, etc.), pour que les élèves en difficulté soient mieux encadrés. Le président de la centrale syndicale du Québec estime également qu'il y a une pénurie de 1300 professionnels dans les institutions scolaires au Québec.
- Faire respecter la loi concernant l'âge minimal, soit à 16 ans, pour abandonner les études. Selon Égide Royer, spécialiste de l'intervention auprès des élèves en difficulté et professeur à l'Université Laval, le nombre de décrocheurs âgés entre 13 et 14 ans s'élève à 5000 au Québec. Il serait pertinent d'évaluer la possibilité d'élever l'âge minimal pour cesser les études à 18 ans ou après l'obtention du diplôme d'étude secondaire.

Carrefour de

Solidarité
INTERNATIONALE

La solidarité internationale, c'est une volonté collective et commune de changer des inégalités, des injustices, des déséquilibres entre certains pays.

Ce numéro est rendu possible grâce à la collaboration du

CARREFOUR DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Fondé en 1974 et incorporé en 1976, le CSI est un regroupement d'organismes qui oeuvre pour la solidarité internationale, la justice sociale et le développement durable.

ÉDITORIAL

Du clic aux actes

Un groupe Facebook a récemment été créé pour rassembler les opposants à la prorogation du parlement par notre ex-journaliste de gouverneure générale, Michaëlle Jean, à la demande bien sûr de Stephen Harper. La campagne a été, diront certains, un succès. 200 000 personnes se sont jointes au groupe contre la prorogation, probablement à peu près au même moment où ils devenaient fan de groupes comme « Ceux qui proposent de pendre les pédophiles par les couilles » ou encore celui qui rassemble les opposants à un nouveau taux d'alcoolémie. Qui sait ? Les opposants à la prorogation étaient peut-être aussi adeptes du groupe « contre l'interdiction du virage à droite à Montréal » ou encore celui « contre la cruauté envers les araignées ». Peut-être.

L'éléphant Facebook accouche... d'une souris

Sur ces 200 000 personnes, environ 20 000 personnes, selon le *National Post*, ont participé aux différentes manifestations au mois de janvier. 10 % de ceux qui avaient cliqué dans le confort de leur foyer, pour s'opposer aux manœuvres anti-démocratiques de notre Premier Ministre, ont décidé de joindre le clic aux actes. Certes, les manifestations ont été un succès, mais comment ne pas sourciller en constatant que pour 90 % des activistes Facebook n'en ont finalement rien à cirer des abus de pouvoir de Stephen Harper.

Cela dit, ne feignons pas la surprise. Tout comme Internet crée l'illusion de l'information, il crée aussi l'illusion des liens sociaux. Il crée une illusion de communication et, dans le cas qui nous occupe, une illusion de conscience sociale. Pour appuyer la cause du cancer du sein, il suffit maintenant de dévoiler la couleur de votre soutien-gorge à tous vos amis. Pour montrer que vous êtes sensibles au sort des Haïtiens, vous n'avez qu'à copier un message informant vos contacts que les propriétaires de Facebook remettront 1 dollar à chaque fois que ledit message apparaîtra. N'est-ce pas merveilleux ? Non seulement, vous ne consacrez que 10 secondes à la cause mais c'est un inconnu qui ouvre son portefeuille !

Soulager sa conscience

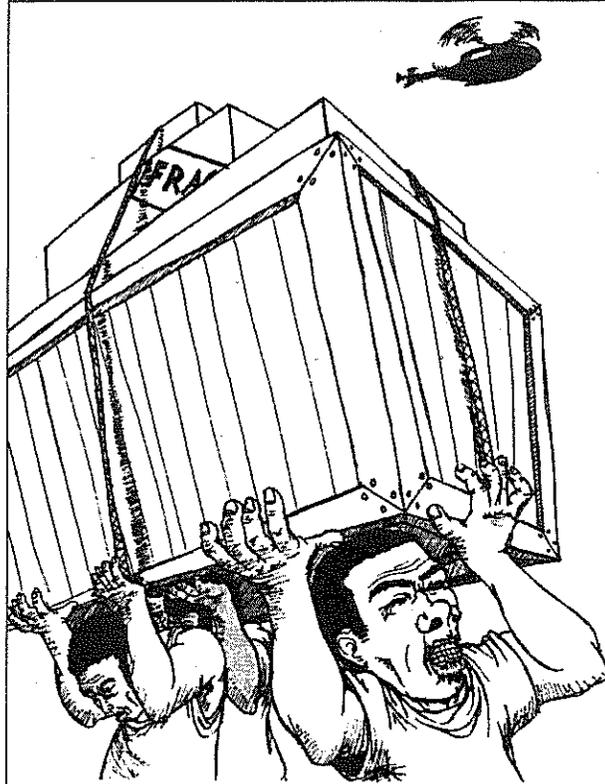
Évidemment, les réseaux sociaux sur le web permettent tout de même de mobiliser des gens, d'annoncer des événements, etc. En Estrie, la mobilisation pour Haïti a été un succès quoique l'étalon auquel on mesure ce succès est quelque peu imprécis. Des journalistes rapportaient récemment les propos d'Haïtiens en colère contre leur président René Préval (qui, selon certaines sources, n'aurait même pas daigné visiter le Parlement en ruine) en implorant les occidentaux, ou disons les riches, de ne pas envoyer d'argent parce qu'il allait être volé. Nous soulageons notre conscience en cliquant beaucoup et en donnant peu.

Alors que les Haïtiens nous disent de venir construire des maisons plutôt que d'envoyer de l'argent qui sera détourné, peut-être soulageons-nous nos poches du poids de notre petit change et notre conscience, du poids de notre inaction.

Les vrais amis

Probablement qu'au moment où vous lirez ces lignes, le drame haïtien aura relativement disparu des unes des journaux, des écrans de télévision. Il aura certainement disparu du fil tranquille de votre réseau social préféré. Jusqu'à qu'un groupe se forme pour ne pas oublier de se rappeler de s'en souvenir. Probablement que peu d'Haïtiens perdent leur temps sur Facebook ces temps-ci mais, ils découvriront probablement ce que tout les internautes de la planète savent : que des amis Facebook, ce ne sont pas de vrais amis.

PAR L'ÉQUIPE DE RÉDACTION



Dessin: Alexandre Boisvert

Rappel important

Le retour du terrible A-H1N1

Tous les regards sont tournés vers Haïti, la mode médiatique a ainsi changé depuis le 12 janvier. Bientôt, ce sera le tour des Jeux Olympiques, comme à chaque deux ans. C'est maintenant « in » de parler d'Haïti, mais ce n'est plus très « cool » de discuter du terrible A-H1N1.

Pourtant, le médecin et épidémiologiste allemand Wolfgang Wodarg, président de la commission santé du Conseil de l'Europe*, crie au scandale de la fausse pandémie. Le Conseil de l'Europe a ainsi adopté une résolution exigeant une enquête sur l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) par rapport à sa gestion de la grippe A/H1N1, et de ses liens avec les laboratoires pharmaceutiques.

Pour quelles raisons ? Les mêmes que plusieurs médecins et scientifiques en dehors du courant populaire ont pu mentionné

depuis l'été dernier : exagération de la nocivité de la grippe; modification de la définition de pandémie par l'OMS afin de la déclarer plus facilement; achat à coût de milliard de dollars de vaccins grugeant le budget de santé des États; désengagement de toutes responsabilités des compagnies pharmaceutiques face aux conséquences possibles du vaccin; doutes face à l'efficacité du vaccin.

Que disent les médias ?

Qui peut dire quels médias a rapporté la nouvelle ? Surtout pas les produits médiatiques de Gesca ou de Astral Média, et très peu ceux de Radio-Canada. Ces derniers ont plutôt hurlé au loup : à peine quelques mentions marginales, coincées entre deux nouvelles humanitaires. À ce niveau, bien des journalistes ressemblent à des chiens bien dressés courant après un os qu'on leur a lancé.

Heureusement, il y a quelques chiens de garde, discernant les tireurs d'os qui dansent au loin. Je salue l'effort de médias indépendants tels que Mondialisation.ca, AgoraVox, ContreInfo, humanite.fr, et tout individu qui tente de rester vigilant face à cette cacophonie médiatique de grande envergure.

Après l'harcèlement constant sur le A-H1N1, livré pendant plus de huit mois par les télévisions, le web, les journaux, les radios et par le fait même, par notre entourage, voilà que plus personne n'en parle. Comme bien d'autres sujets. « Plus personne n'en parle », voilà un beau concept d'émission populaire.

**Le Conseil de l'Europe, fondé en 1949, est la doyenne des organisations œuvrant en faveur de la construction européenne.*

**ENTRÉE
LIBRE**

187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4

Tél. : (819) 821-2270
entree@aide-internet.org

Tirage : 9500

Équipe de rédaction
Ludivine Caussan
Claude Dostie
Sylvain Bérubé
Annie Forest
Alison Brunette
Michaël Prince

Mise en page
Michaël Prince

Correction
Annie Forest
Claude Dostie
Ludivine Caussan
Martin Gardner
Sylvain Bérubé

Caricature
Alexandre Boisvert
Étienne Ménard

Collaboration
Pierre Domingue
Normand Couture
Guillaume Beaulieu
Marianne Verville
Francis Poulin
André Nault
Marie-Ève Rancourt
Sarah Morin-Côté
Ghislaine Beaulieu
Ginette Moreau
Pauline Ronsmans
Caroline Nault

Éditeur : La Voix Ferrée

Impression : The Record

Graphisme de la nouvelle maquette :
Graphiq Illustration

Distribution : Publi-Sac Estrie

Poste publication : Enrg. 7082

Dépôt légal 1^{er} trimestre 2010
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite
délimité par les rues Queen au nord,
Saint-Joseph au sud, Le Phare à
l'ouest et par la rivière St-François.

AMECQ Association des médias écrits communicaux du Québec

Distribution Assurémentée AODA

Culture, Communications et Condition féminine Québec

Rpm

Les LÉONS... c'est moi, c'est toi, c'est nous!

PAR SARAH MORIN-CÔTÉ

Dans cette société de consommation où les économies rendent si heureux, la recherche aux aubaines peut très vite devenir un vrai cauchemar! Cette année, malgré le stress ambiant, on pouvait percevoir un souffle nouveau au Carrefour de l'Estrie. En cette journée fatidique du 26 décembre, certains ont eu la chance d'échanger un sourire et peut-être même de passer un doux moment en compagnie d'être colorés arborant un nez rouge. Ces clowns clandestins, qui donnent de bon coeur, bouleversent par leur authenticité! Ils font circuler des rumeurs d'amour. Ce sont des LÉONS!

La naissance d'un projet

Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, ce projet est né d'une profonde frustration. Avez-vous déjà pris le temps d'observer les millions de fourmis qui prennent d'assaut les centres commerciaux à l'approche de la réjouissante période des Fêtes? Tous, robotisés les uns comme les autres, convoitent mentalement des articles quelconques en prévision d'un moment magique! Ils y sacrifieront parfois plusieurs journées de congé.

À la suite de la constatation de la perte flagrante des valeurs familiales d'autrefois, une simple rencontre entre amis se transforme rapidement en délire où foisonnent les solutions anarchiques au problème. Dans les propos, on dénote l'urgence d'agir!

D'un commun accord, on vise directement le coeur de la bête (le Carrefour de l'Estrie) et on injecte une bonne dose d'anticorps alors que se pointe à l'horizon la journée à plus haut risque de contagion de l'année: le Boxing Day.

Notre mission

À l'occasion du 26 décembre, on souhaite sensibiliser et non choquer. Offrir des choix et présenter des alternatives plutôt que de pointer du doigt. Comment passer notre message autrement? Notre réponse: par l'entremise de l'art clownesque!

Nos clowns, dénommés LÉONS, sont une manifestation vivante de nos valeurs. C'est une grande famille unie qui profite de chaque moment, qui rigole constamment et qui s'émerveille facilement! Les LÉONS don-

nent envie. Ils partagent tout ce qu'ils ont et tout ce qu'ils sont sans compter. C'est simple d'être LÉON, et gratuit!

Le Grand Jour

Ouf! Après beaucoup de préparation et de réflexion, on se présente au Carrefour de l'Estrie un peu maladroitement, incertain de la réception! Rapidement, on s'installe. Derrière nos nez rouges, et débordant d'amour à partager, on constate bien vite l'ouverture des citoyens du monde!

Nos clowns LÉONS, individuellement ou en petits groupes, entrent doucement en contact avec les Sherbrookoïses. On s'affaire à susciter la curiosité, que ce soit par des prestations musicales, des spectacles de jonglerie, de pitreries ou simplement de nombreux rires!

Tout au long de l'après-midi (12h à 17h), les LÉONS illuminent les visages des petits comme des grands! Ils donnent des câlins, des biscuits maisons faits avec amour et des sacs réutilisables fabriqués à partir de tissus recyclés! Les LÉONS artistes peignent des visages colorés! D'autres distribuent



Photo: Léons

Un Boxing Day pas comme les autres avec les Léons!

des «vœux gratuits» en offrant des sous à lancer dans la fontaine! Les foules se relaient et la magie s'installe!

De telles actions créent rapidement une avalanche de questionnements. Les réactions, très diversifiées, surprennent par leur spontanéité. «Qu'est-ce que vous faites au juste?», «Gratuit? mais pourquoi?» Certains sont destabilisés, ils veulent en savoir plus! Pour les LÉONS, c'est l'occasion rêvée d'offrir une prestation vocale en interprétant la chanson «Noël n'est pas au magasin», de Anne Sylvestre. Par les paroles, le message est clair et accessible à tous: Tu possèdes déjà tout ce dont tu as besoin pour faire plaisir, dans ton coeur et dans tes mains!

Quel bonheur! À notre grand enchantement, les réactions positives se multiplient! L'intérêt pour le message est flagrant! Simplement, nos clowns ramènent à la surface des valeurs pourtant bien connues. «C'est vrai, on fabriquait tous nos cadeaux avant,» s'exclame une dame, émue, «et ça faisait toujours plaisir!»

Il y a définitivement plus de LÉONS qu'on ne le pensait à Sherbrooke! En espérant que l'épidémie soit lancée!

*Tes idées sont bonnes!
Viens les partager!*

www.facebook.com

*Rejoindre le groupe
«LEON s'aime du Bonheur!»*

SAUVEGARDONS ÉCONOLOGIS

L'ACEF Estrie et une coalition d'organismes dénoncent la décision de l'Agence de l'efficacité énergétique d'abandonner *Éconologis*, le seul programme d'efficacité énergétique destiné aux ménages à faible revenu. Les groupes demandent l'intervention de la ministre des Ressources naturelles et de la Faune, Nathalie Normandeau, pour amener l'Agence à revoir sa position.

L'Agence a récemment demandé à la Régie de l'énergie de l'autoriser à mettre un terme au programme *Éconologis* dès le 1^{er} avril 2010. Lancé en 1999, ce programme a permis à plus de 5000 ménages à faible revenu en Estrie, autant locataires que propriétaires, de bénéficier de visites gratuites à domicile pour recevoir des conseils et bénéficier de travaux légers d'efficacité énergétique ainsi que de l'installation de produits permettant l'économie d'énergie.

L'Agence a décidé d'abandonner *Éconologis* pour le remplacer par un programme qui exclura une grande proportion de personnes à faible revenu dont notamment un grand nombre de locataires. De plus, la phase du projet pilote de ce nouveau programme qui devait s'amorcer en novembre 2009 n'est même pas commencée. Advenant l'échec du projet pilote, le retrait précipité d'*Éconologis* laissera de nombreux ménages défavorisés en plan. Ce serait injuste que ces ménages, qui financent les programmes d'efficacité énergétique par les tarifs d'énergie et qui ont besoin plus que les autres de ces programmes, ne puissent plus y avoir accès.



Les visites *Éconologis* se poursuivent jusqu'à la fin mars 2010

Il reste de la place dans le calendrier des visites. Les gens qui s'inscrivent reçoivent dans un premier temps la visite d'un technicien qui fera des travaux mineurs de calfeutrage et installera des produits économiseurs d'énergie ainsi que d'un conseiller qui pourra leur donner des conseils personnalisés d'économie d'énergie. Dans un deuxième temps, un électricien vient installer des thermostats électroniques (certaines conditions s'appliquent). Les deux volets sont gratuits. Une nouveauté cette année, deux ré-

frigérateurs Energy Star seront tirés parmi les 700 ménages visités en Estrie.

Pour bénéficier du programme *Éconologis*, il faut que les coûts du chauffage ne soient pas inclus dans le prix du loyer et avoir un revenu répondant aux seuils établis. Par exemple, le revenu d'une personne seule ne doit pas dépasser 22 171\$; celui

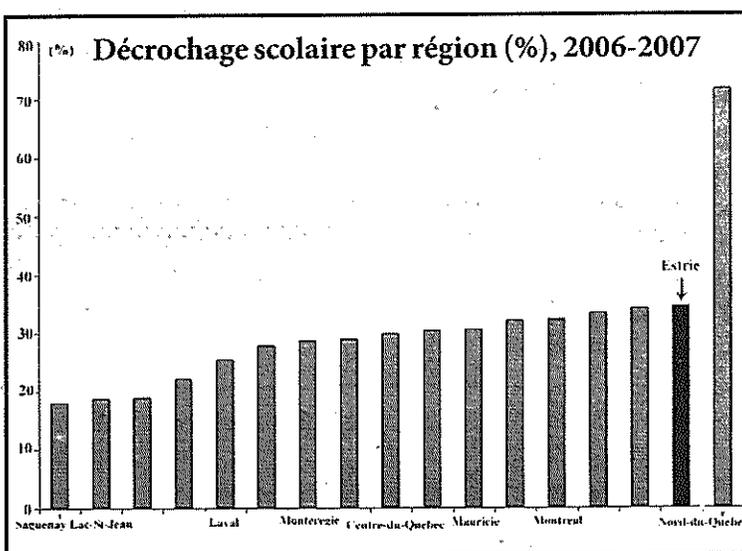
d'une famille de 4 personnes, 41 198\$. Pour obtenir plus d'information, pour vérifier votre admissibilité et pour prendre rendez-vous, appelez-nous au (819) 563-1585

SOURCE:

GHISLAINE BEAULIEU

COORDONNATRICE DU PROGRAMME ÉCONOLOGIS

* Voici le graphique sur le décrochage suite à la page 1.



Du pain, pas des Jeux!

PAR GUILLAUME BEAULIEU • RÉSEAU DE RÉSISTANCE AUX OLYMPIQUE

Après un relais de la flamme sous le thème « la Banque Royale du Canada vous donne des bébèles en plastique pour vous convaincre qu'ils sont écolos », qu'est-ce qui peut nous apparaître plus contradictoire? Peut être le fait que le gouvernement de la Colombie-Britannique coupe des subventions dans les sports scolaires pour financer les olympiques, en nous disant qu'ils le font pour l'esprit du sport. Ou bien encore que le gouvernement Canadien refuse de faire une trêve en Afghanistan lors des jeux et qu'il continue de débâter sur l'unité qui réside entre les nations.

Évidemment, ce n'est pas les contradictions qui feront s'effondrer l'institution olympique, et tant que des gens riches supporteront les Jeux, les contradictions importeront peu.

Un gouvernement municipal vise et visera toujours à maximiser les investissements gouvernementaux dans sa localité. C'est simple: Si les infrastructures sont payées par d'autres paliers gouvernementaux, on externalise les coûts. De ce point de vue, les villes de Vancouver et Whistler avaient donc tout à gagner en obtenant les Jeux. Comme par exemple le fait d'obtenir une amélioration du réseau routier et une augmentation de la valeur du

parc immobilier, etc. Mieux, utiliser « l'esprit olympique » pour justifier des subventions provinciales, ça change du discours du pôle de croissance qui est véhiculé.

Que fait le fédéral?

L'appui des autorités fédérales n'est pas si innocent dans ce contexte. En effet, l'État Canadien n'a pas terminé son

« coming out » politique. En fait, depuis 2001, avec l'attaque américaine sur l'Afghanistan, les États nord-américains ont recommencé timidement à assumer ouvertement leur rôle classique de promotion de la classe dominante, tout en pre-

nant des positions sur des bases idéologiques plutôt que financières. Terminée la période où l'État prétend être passif dans son rôle de « gestionnaire », qui ne sert d'ailleurs qu'à balancer des colonnes comptables, craignant la vindicte populaire.

Avec des investissements olympiques de 6 milliards pour justifier des retombées économiques de 4 milliards sur 7 ans, dans le scénario le plus optimiste, il est clair que les gouvernements offrent un énorme cadeau aux propriétaires immobilier à Vancouver et Whistler, aux commanditaires olympiques et à l'industrie touristique.

Vancouver dévolue

Malheureusement, c'est Vancouver qui subit le développement. Évidemment, on pointe du doigt la croissance économique, l'accroissement du PIB, puis on tente de garder notre attention sur la moyenne, et on ne nous informe aucunement sur l'écart type ! Van-



Photo: Wikipédia

une militante Pacheedath qui est morte dans une cellule après son arrestation en 2007

couver était déjà une ville avec un énorme écart entre les riches et les pauvres, et les investissements y sont faits de manière à s'assurer que l'écart y sera grandissant. On sait que les coûts de logement ont considérablement augmentés à Vancouver, ce qui n'est sans doute pas étranger à l'augmentation de 373% du nombre d'itinérants depuis l'obtention des Jeux. La guerre leur est d'ailleurs maintenant déclarée alors qu'à Vancouver comme à Whistler, on tente de « nettoyer » les centres-villes.

Une résistance tenace

Des candidatures pour les jeux olympiques seront soumises dans toutes les villes où des élus municipaux voudront prendre plus de pouvoir. Mais attention: La résistance aux Jeux de Pékin, a servi de tremplin à la résistance de Vancouver, et nous ferons tout ce qui sera en notre pouvoir pour faire un Seattle des années 2010. Le coup fatal reste à porter au mouvement olympique et pour se faire, le Réseau de Résistance aux Olympiques de Vancouver appelle à la réalisation d'actions en solidarité.

Pour plus de détails: olympicresistance.net

Urgence démocratique

Vers un nouveau mode de scrutin

Entre décembre 2009 et juin 2010, le MDN (Mouvement pour une Démocratie Nouvelle) réalise la campagne de mobilisation «Urgence démocratique» pour signifier que le temps n'est plus à la réflexion, mais à l'action.

Entre prorogations, bâillons, manque de transparence et engagements non respectés, la démocratie se porte mal et le désabusement accroit. Entre 1998 et 2008, le taux de participation aux élections québécoises a chuté de 21 points, passant de 78% à 57%. Il faut le dire clairement, notre mode de scrutin

contribue à ce désabusement en ignorant des millions de votes à chaque élection, qui sont tout simplement perdus. Voter pour un tiers parti ou dans une circonscription qui n'est pas favorable au parti de notre choix résulte en un vote perdu. C'est ce qui est arrivé à 1,5 des 3,3 millions de votes enregistrés aux élections de décembre 2008, ce qui n'est pas un mince nombre. Dans ce contexte, il est difficile de s'étonner que des millions d'électeurs n'aillent plus voter.

Agissons rapidement

L'intérêt envers la politique

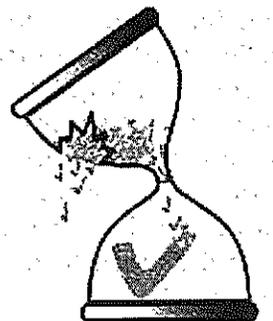
peut difficilement se développer et se maintenir dans une démocratie où la surreprésentation des uns se fait au mépris de la représentation des autres; où la population ne se reconnaît ni dans les personnes réunies à l'Assemblée nationale ni dans les idées qui y sont portées.

Avec un mode de scrutin traitant de tous les votes et de tout l'électorat, voter ferait alors une différence. Afin qu'un nouveau mode de scrutin soit en place pour les prochaines élections, un projet de loi doit être déposé

et l'Assemblée Nationale doit accepter d'en débattre, avant la fin de la session parlementaire soit en juin 2010. En date du 17 janvier 2010, il reste 21 semaines pour s'assurer qu'un nouveau mode de scrutin soit utilisé lors des prochaines élections. À vous de passer à l'action avant qu'il ne soit trop tard!

Pour agir visitez l'adresse suivante:

www.democratie-nouvelle.qc.ca



URGENCE DÉMOCRATIQUE

Source: Site du Mouvement Démocratie Nouvelle et Entrée-Libre

Des Sherbrookoïses sous surveillance

Dans le cadre de la venue de la flamme olympique à Sherbrooke, plusieurs jeunes ont reçu une visite rare. Ce n'était ni un dignitaire ni un athlète, mais bien un agent des services secrets. Le Service Canadien du Renseignement de Sécurité (SCRS) procédait à une véritable campagne de récolte d'informations à travers le Canada. Celui-ci avait des dizaines de noms en banque et cherchait à valider de l'information. Loin de vouloir dénicher des terroristes, 750 agents ont parcourus le pays surtout dans le but d'intimider des militants politiques, des regroupements autochtones ou toutes autres personnes ayant des motifs de s'opposer aux Jeux de Vancouver.

Fabulation et médisance diront certains. C'est pourtant ce qu'a dit noir sur blanc Madame Jennifer Stoddart, commissaire à la vie privée du Canada : « Présentement, le Canada se dirige dangereusement vers une société de surveillance. (...) La protection de la vie privée est un élément crucial d'une société libre; sans elle, il n'y a pas de réelle liberté. »

PAR FRANCIS POULIN



187, rue Laurier, local 314
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 566-2727
Télécopieur : (819) 566-2664
Courriel : trovepe@aide-internet.org

LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à offrir
- Une force en devenir

L'agriculture nouvelle

PAR PIERRE DOMAINGUE • CONFÉRENCIER ET CONSEILLER

Qu'est-ce qui vient après l'Agriculture Soutenue par la Communauté (ASC)? Comment redonner l'agriculture et l'alimentation au collectif local, au service de la santé, du mieux être et de la prospérité économique?

Cette conférence nous dresse un bref historique de la culture légumière au Québec, autrefois l'agriculture de subsistance, puis sur l'économie de marché, sur le mouvement de l'agriculture biologique, et enfin sur l'ASC. L'auteur nous propose un futur possible de la production de légumes bio, facilité par une combinaison des facteurs suivants : L'auto fertilité des sols, la culture en serre froide et la création d'un jardin collectif. Plus précisément il s'agit d'un projet collectif d'association entre producteurs et consommateurs à une échelle très locale 5 à 10 kms. C'est une invitation à faire autrement.

Lors de la conférence, nous voyons quelles sont les conséquences de l'économie de marché, en ce qui concerne la production et la consommation des légumes, au Québec aujourd'hui. Quels sont les impacts sur les prix, la qualité et la valeur nutritive? Qu'en est-il de l'aspect écologique de cette production, et quel en est l'impact sur la situation économique des producteurs et des jardiniers?

Qui est l'auteur ?

Pierre Domingue l'auteur de cette conférence, est l'un des pionniers de l'agriculture biologique au Québec et également de l'Agriculture Soutenue par la Communauté qu'il pratique depuis le début des années 90. Formé en agriculture classique puis recyclé dans le biologique à la fin des années 80, il a vécu ces transitions difficiles et a constamment cherché des solutions pour la prospérité de la production des légumes au Québec.

Voilà ce qu'il nous propose aujourd'hui, après plus de trente années d'expérience, d'essai et d'erreurs comme jardinier et maraîcher puis comme conseiller en gestion et

comme jardinier conseil. Pierre nous propose ce nouveau modèle: un mélange de connaissances respectueuses de la vie du sol, qu'il appelle l'auto fertilité, l'utilisation de serres froides dans un projet collectif d'association à une échelle très locale, entre des consommateurs et des jardiniers. Cette volonté d'implication humaine et collective, dans des projets nouveaux

monde, allée à des investissements de groupe, minimes et intelligents, vont permettre rapidement le développement d'une alimentation de proximité, d'une fraîcheur incomparable, des aliments sains, livrés chez vous à votre convenance et selon vos besoins. Voilà une agriculture au service de la santé du mieux être et de la prospérité économique.



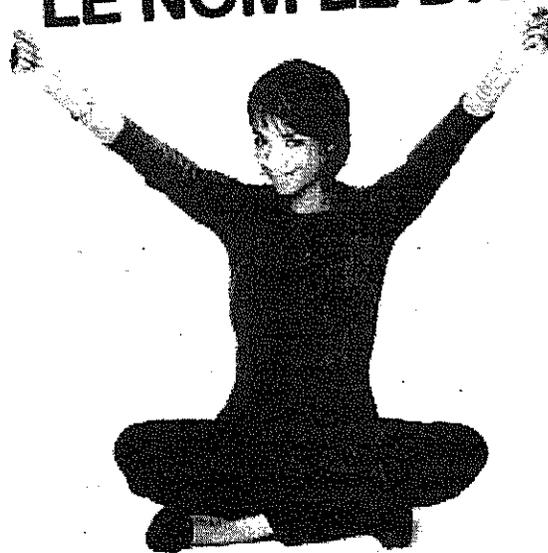
Photo: Web

Pour plus d'information, n'hésitez pas à rejoindre Pierre Domingue: 819-823-9373 • pierredomingue@videotron.ca

C'EST FACILE DE CHOISIR SON

REER

LE NOM LE DIT



ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC

VOTRE REER GARANTI À 100%

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

BONI DE
1%

la première année
pour les nouveaux fonds
REER, FERR, CR2 et FRV

Épargne
Placements
Québec

Transat offre 30 000 \$ au CSI

PAR CAROLINE NAULT • AGENTE DE COMMUNICATION DU CSI

Le 8 décembre dernier, un projet du Carrefour de solidarité internationale (CSI) a eu l'immense privilège d'être sélectionné, parmi 65 projets provenant de 25 pays, comme l'une des quatre initiatives appuyée par le voyageur international Transat. Une somme de 30 000 \$ sera remise au CSI pour appuyer un projet de tourisme durable auprès des communautés locales de la province de la Vallée de La Convención, située à 25km du Machu Picchu au Pérou.

Les communautés vivant près du site historique du Machu Picchu, une cité inca du XV^e siècle, sont confrontées à l'augmentation croissante du nombre de touristes transitant par leur localité pour se diriger vers ce lieu touristique. Ceci entraîne la détérioration de l'environnement local, la dilution de la culture locale et l'impossibilité des communautés de bénéficier des retombées financières découlant de ce tourisme promu par d'autres grands acteurs. En réponse à ce problème, le projet mis de l'avant conjointement par le CSI et l'un de ses partenaires local péruvien, la Coopérative Coclatours, vise la promotion d'une route touristique alternative et durable dans la province de la Vallée de La Convención.

Un projet durable

Le projet vise donc le développement des capacités des agriculteurs à gérer un tourisme rural durable, la restauration de deux haciendas historiques datant du XVI^e siècle, la sensibilisation des visiteurs et des opérateurs locaux aux enjeux du tourisme durable et l'encouragement à la prise en main locale du développement touristique de la zone. Près de 6500 familles, majoritairement regroupées en coopératives caféières au sein de la Centrale de coopératives caféières Cocla liée à Coclatours, bénéficieront de ce projet.

La participation financière de Transat servira principalement à la restauration des haciendas historiques. Le CSI est très heureux de recevoir l'appui de Tran-



Photo: CSI

Près de 6500 familles, majoritairement regroupées en coopératives caféières au sein de la Centrale de coopératives caféières Cocla liée à Coclatours, bénéficieront de ce projet.

sat qui profitera non seulement à son projet, mais également au renforcement du tourisme durable. « Cette initiative est tout à fait cohérente avec notre travail qui est de renforcer l'autonomie et les capacités des communautés locales afin qu'elles aient plus de pouvoir sur leur propre développement. Le tourisme durable est une véritable porte ouverte sur des retombées socioéconomiques équitablement réparties au sein de la population d'accueil, » précise Marco Labrie, directeur

du CSI. D'ailleurs, le Carrefour de solidarité internationale et Club Voyages Orford, qui appuie le CSI depuis plusieurs années, étudient la possibilité d'offrir un parcours touristique alternatif dans cette magnifique région.

Solidaire depuis longtemps

Il est important de rappeler que le Carrefour de solidarité internationale est un regroupement d'organismes qui oeuvre pour la solidarité internationale, la justice sociale et le développe-

ment durable. Depuis 1976, le CSI, en collaboration avec ses partenaires régionaux et internationaux, soutient des projets de développement, réalise des stages de solidarité pour les jeunes dans les pays du Sud, organise des activités de sensibilisation à la réalité et aux enjeux internationaux et soutient concrètement l'avenue du commerce équitable.

Sommet de Copenhague

Les grands protecteurs de l'environnement

PAR MICHAËL PRINCE

Selon le court-métrage de la cérémonie d'ouverture du sommet internationale de Copenhague; la terre court à sa perte. Séismes, tornades, sécheresses et inondations, tous ces désastres proviennent du phénomène appelé : « changements climatiques ». Le document audio-visuel stipule que les enfants doivent demander aux «grands» dirigeants de la planète des solutions de rechange pour améliorer l'état de santé de la planète. Quel scénario étrange! Mais, est-ce que les enfants sont rationnellement équipés pour analyser la situation? Est-ce une bonne idée de supplier les «élites» comme ils nous le suggèrent ?

Ici, il n'est pas question de vérifier la véracité de *ClimatGates**, non plus de vérifier la crédibilité de l'effet de serre comme acteur majeur des transformations climatiques. Nous allons simplement regarder quelles sortes de changements climatiques ces «grands sauveurs terrestres» peuvent provoquer sans l'avoir mentionné aux enfants.

Cinq façons de modifier le climat

L'existence des armes météorologiques ont été mise en évidence par Michel Chossudovsky. Ce dernier est un économiste canadien, professeur à l'Université d'Ottawa et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation depuis le 9 septembre 2001. Il a expliqué dans un livre* et dans maintes articles (mondialisation.ca) que

les armes météorologiques sont en mesure de déclencher des inondations, des sécheresses, des ouragans et des tremblements de terre. Il va sans dire que se sont certains pays industrialisés, dont les États-Unis, qui possèdent cette technologie de pointe.

La mondialisation du marché économique nous force à acheter des produits essentiels qui proviennent de partout sur la terre. Cette conception «géo-économique» affaiblit notre économie locale. Il devient donc difficile de trouver des produits fait au Québec. Notre économie locale subit directement les effets de la mondialisation tandis que le transport internationale des marchandises va de bon train!

La modification du climat afin de provoquer la pluie est un phénomène connu depuis les années 1950. Elle a, entre autre, été appliquée lors des

Jeux Olympiques de Pékin, mais surtout à fin d'éviter les sécheresses et d'arroser les cultures agricoles dans plusieurs pays du monde. Il existe même une compagnie américaine spécialistes en ce service comme la *Weather Modification Inc.*

Depuis 50 ans, les milliers d'essais nucléaires effectués ont eu un impact majeur sur le climat. Si les scientifiques, avec la «théorie du chaos», nous laisse entendre que le battement d'ailes d'un papillon au Canada peut provoquer un ouragan en Chine, que peut-on penser de l'effet d'une explosion nucléaire ?

Et pour finir, que doit-on penser de la déforestation de l'Amazonie effectuée par le Brésil ? Est-ce que l'ablation d'une portion du poumon de la planète va finir par influencer le rythme de celle-ci ?

Une analyse valable

Voilà des bases pour bonifier une analyse sur les changements climatiques. Les grands dirigeants devraient les inclure dans leurs promesses d'aider le sort de la planète et de ses habitants. Mais, ils ne le feront sûrement pas, car ils se concentrent que sur la taxe carbone. Je conclurai sur cette pensée souvent entendue chez les gens de la rue : « Aide-toi et le ciel t'aidera ! »

* Des données de recherches climatiques auraient été falsifiées par des scientifiques de grandes renommées qui font hautement valoir la théorie du réchauffement climatique.

* *Washington's New World Order Weapons Can Trigger Climate Change*, (26 novembre 2000)

Retrait du financement à Alternatives par l'ACDI

PAR CAROLINE NAULT • CSI

En décembre dernier se profilait déjà les coupures gouvernementales dans le budget du journal Alternatives. La nouvelle a eu l'effet d'une onde de choc dans le milieu de la solidarité internationale au Québec puisqu'une telle coupure paraîtrait injustifiée. Désireux de valoriser les initiatives de la société civile et de dénoncer une situation à la fois ambiguë et incompréhensible, le Carrefour de solidarité internationale (CSI) souhaite vous faire part de la position de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)* dont il est membre.

Cette organisation québécoise qui vise la mise en réseau, la promotion et la construction d'initiatives novatrices des mouvements populaires et sociaux et qui lutte en faveur des droits économiques, sociaux, politiques, culturels et environnementaux est aujourd'hui fortement menacée. En effet la Ministre de la Coopération internationale, Beverly Oda, refuserait de renouveler le financement de l'organisation non gouvernementale de solidarité et de développement international Alternatives. Alternatives attend depuis mars dernier la confirmation de l'ACDI du renouvellement de son financement de base de 2,7 millions de dollars, dont 75% proviennent de l'ACDI et 25% proviennent de sources de financement autonomes. Ce financement permettra d'appuyer des groupes sociaux en Irak, en Haïti, en République démocratique du Congo, en Afghanistan et en Amérique Centrale. Les acti-

tivités d'Alternatives tant à l'international qu'au Canada, à travers le volet intitulé « engagement des Canadiens », sont subventionnées depuis 15 ans par l'ACDI.

L'agence canadienne reconnaît ainsi les initiatives novatrices d'Alternatives en faveur d'un monde plus juste, plus respectueux, qui repose sur la solidarité et l'expertise considérable que cette ONG a développé depuis sa fondation en 1994.

Il y a à peine un an, Alternatives recevait deux millions de dollars pour réaliser un projet en Irak, projet jugé conforme à tous les standards de l'ACDI portant sur les droits des femmes et des minorités et qui est aussi appuyé par la Commission Européenne.

Dans ce contexte, le directeur général d'Alternatives, Michel Lambert, ainsi que l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), s'expliquent mal les

raisons qui motiveraient le gouvernement fédéral à couper court au financement de l'organisme dont le programme a été développé en collaboration avec des représentants de l'ACDI.

Le fédéral menaçant

Le retrait du financement à l'organisme de coopération internationale Alternatives constitue une atteinte inadmissible à la liberté d'expression. Les allégations soulevées dans certains médias associant l'ONG à des groupes extrémistes sont non seulement mensongères mais s'avèrent également préjudiciables envers l'organisation et le réseau québécois de coopération internationale qui appuie les activités de ses membres », souligne Gervais L'Heureux, directeur général par intérim de l'AQOCI.

Dans le contexte de l'adoption en juin 2008 de la Loi sur la



Photo: Web

Encore des coupures pour le milieu communautaire...

responsabilité du gouvernement en matière d'aide au développement officielle – une loi selon laquelle l'aide publique doit contribuer à la réduction de la pauvreté et au respect des droits de la personne, on comprend mal que l'ACDI adopte une définition si restrictive de ses trois priorités : la croissance économique, les enfants et les jeunes, et la sécurité alimentaire.

Manifestation d'un désaccord

Tout comme des représentants des partis d'opposition, tels que la porte-parole du Bloc Québécois en matière d'affaires étrangères, Francine Lalonde et la porte-parole du Bloc Québécois sur les questions touchant l'Amérique latine, l'Afrique et

la coopération internationale, Joanne Deschamps, l'AQOCI demande à la ministre Oda de maintenir le financement d'Alternatives et de continuer à développer un dialogue constructif avec une société civile riche et diversifiée.

Le CSI vous invite également à être solidaire d'Alternatives et à manifester votre soutien envers cette ONG en signant sa pétition électronique en vous rendant à l'adresse suivante:

www.soutenez.alternatives.ca

* Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

Elle regroupe 69 organisations qui œuvrent, à l'étranger et au Québec, pour un développement durable et humain. L'AQOCI a pour mission de soutenir le travail de ses membres ainsi que leurs initiatives en faveur de la solidarité internationale. En s'appuyant sur la force de son réseau, l'AQOCI œuvre à l'éradication de la pauvreté et à la construction d'un monde basé sur des principes de justice, d'inclusion, d'égalité et de respect des droits humains.

www.aqoci.qc.ca

Haïti

De la solidarité internationale à la dépendance mondiale

PAR ANDRÉ NAULT • AMIS DE LA TERRE DE L'ESTRIE

Dans son livre *La mondialisation de la pauvreté*, publié en 1998, l'économiste Michel Chossudovsky, nous démontrait clairement que la mondialisation capitaliste, comme nous la connaissons, ne rend pas aux pays leur autonomie mais crée bel et bien une dépendance excessive envers les pays donateurs.

Dans un autre ouvrage de John Perkins, *The Economic Hit Man*, l'auteur explique comment des commissaires étatsuniens appauvrissaient les gouvernements sollicités, avec des largesses de prêts considérables à ces pays qu'on dit en voie de développement. Par ces prêts, presque démesurés, les États-Unis s'assurent ainsi de votes à l'ONU et un approvisionnement de richesses naturelles dans les pays sollicités.

De pays presque autonomes, nous en avons fait des pays dépendants, tant au niveau économique qu'au niveau alimentaire. Ainsi, la pauvreté se développe et s'accroît de plus en plus. Des dirigeants véreux endettent leur pays pour leur propre bénéfice et les laissent criblés de dettes.

Nous vivons actuellement un grand désastre humanitaire en Haïti et nous voyons, de façon très concrète, les liens qui nous unis-

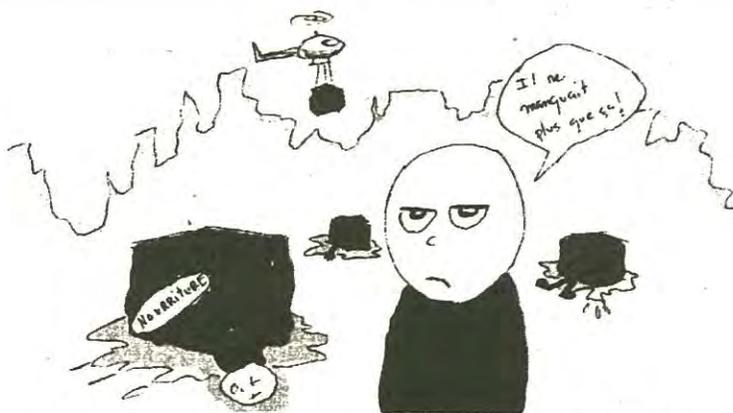


Photo: Étienne Ménard

sent à ce peuple affligé. Des millions de dollars vont être envoyés à ces gens en détresse, laissés presque à eux-mêmes. Pourtant, trois pays du G8, la France, le Canada et les États-Unis, s'étaient amenés avec leurs gros sabots en 2004, en chassant le président démocratiquement élu, afin de reconstruire le pays. Malgré cette reconstruction, nous n'avons pas vu beaucoup de pelles mécaniques présentes sur les lieux du sinistre.

Les Haïtiens eux-mêmes soulignaient qu'ils n'avaient que leurs mains pour dégager les sinistrés des décombres. On peut se poser la question, quelle reconstruction ces pays riches ont-ils fait depuis 2004 ? Est-ce que ces trois pays, incluant le nôtre, ont vraiment à cœur le bien du peuple ou le bien des nantis ? Est-ce que le but de diminuer l'influence du Venezuela et de Cuba est plus important que le bien de tout un peuple ? Mettons-nous les

pays que l'on « aide » en solidarité ou en dépendance continue ?

Oui, aidons lors de catastrophes comme celle d'Haïti. La solidarité internationale prend alors toute sa signification, mais il faut aussi savoir leur redonner leur autonomie. C'est tellement important pour la dignité humaine.

MÉDIA

Le burnout de l'information

Il y a un an, Florian Sauvageau, directeur du Centre d'études sur les médias, écrivait sur son blogue : « Les médias généralistes, qui offrent de tout pour tous, n'ont plus la cote ». La claque était donnée. Là où la majorité de l'information circule, où le contenu est pensé pour M. et Mme. Tout-le-Monde, où la majorité des professionnels de l'information travaillent, ça n'accroche plus. Reste tout de même à savoir pourquoi? Les gens ne se divertissent pas assez? Les canaux spécialisés ont pris le relais? Tout est la faute d'Internet? La réponse réside peut-être ailleurs que dans la simple concurrence entre types de médias. La question est peut-être : Pourquoi suivre religieusement une chose à laquelle on ne croirait plus? Qui croit encore que les médias généralistes répondent à la mission publique des médias?

Voyons du côté des entreprises

Les grandes entreprises capitalistes peut-être? Celles comme Gesca et Quebecor y sont pour faire du fric. Tout dernièrement, Pierre Karl Péloiseau fut très clair à ce sujet. Le propriétaire du *Journal de Montréal*, en lock-out depuis un an, a affirmé qu'il n'avait aucune volonté de partager ses profits avec le monopole syndicaliste. Interpelé sur cette question, son principal rival, Paul Desmarais, s'est simplement permis de dire : « Ce qui nous intéresse, c'est la création de la richesse ». Aucun doute sur leur priorité! Même Radio-Canada, dont la mission publique est incontestable, a changé de cap et s'éloigne jour après jour de celle-ci.

Les entreprises médiatiques indépendantes? Pour celles qui persistent toujours (le CRÉMI lève ici son chapeau aux 100 années de travail du *Devoir*) et même les toutes nouvelles, la réalité est loin des beaux idéaux : baisse des revenus publicitaires et des abonnements, concurrence, etc. C'est un état de survie, alors ils se conforment à la norme: l'information doit être profitable.

Voyons du côté des travailleurs

Les journalistes donc? Marc-François Bernier, chercheur à la Chaire de recherche en éthique du journalisme, a creusé la question et a publié *Journaliste au pays de la convergence*. Dans son étude approfondie, supportée par une enquête auprès de journalistes oeuvrant chez Gesca et Radio-Canada, il arrive à des constats très directs. « Les journalistes des principaux médias d'information du Québec, dit-il, sont aux prises avec les maux de la concentration de la propriété et de la convergence des médias ». Quels sont-ils? Autocensure, autopromotion, détournement de la mission publique, malaise et détresse professionnelle. C'est la même détresse que pourrait ressentir un végétarien en travaillant dans un abattoir. Pour la plupart des journalistes, ils ont choisi de se résigner et d'accepter de bafouer leur code d'éthique. Plusieurs vont plutôt dire qu'ils se sont adaptés.

Ce n'est donc pas une simple crise que les grands médias vivent, c'est une dépression, un burnout. Au cœur de cette tourmente, le journalisme s'essouffle. Pourtant, selon l'avis de M. Sauvageau et aussi celui du Conseil de presse du Québec, la population souhaiterait, et payerait même, pour le maintien de la mission publique du journalisme. Est-ce vrai? Il ne reste qu'à vous faire entendre.

PAR FRANCIS POULIN • CRÉMI

CRÉMI
Collectif régional d'éducation sur
les médias d'information

Affaire internationale

Cinq Cubains emprisonnés injustement aux États-Unis

PAR GINETTE MOREAU ET FRÉDÉRIC CAUSSAN

Le comité de solidarité de l'Estrie a organisé plusieurs voyages de solidarité à Cuba touchant les thèmes de l'éducation, de la santé, de la culture et de l'environnement. Dans le cadre de ces projets, les participants ont été sensibilisés à la cause de cinq Cubains emprisonnés injustement aux États-Unis depuis 11 ans. Mad. Elizabeth Palmeiro, épouse de Ramón Labañino, un des cinq prisonniers, a donné une conférence pour nous expliquer en détail la problématique.

Au milieu des années 90, les Cubains Fernando Gonzales, René Gonzales, Antonio Guerrero, Gerardo Hernandez et Ramon Labanino, connus internationalement comme les « Cinq », avaient infiltré des groupes anticubains de Miami, connus pour avoir perpétré des actes terroristes ayant causé la mort de milliers de Cubains. Par exemple, le 6 octobre 1976, des membres de ces groupes terroristes ont fait exploser en plein vol un avion de la ligne Cubana, causant la mort de l'équipe juvénile d'escrime cubaine et de l'ensemble des passagers.

En 1998, le gouvernement cubain a remis aux autorités américaines un rapport volumineux démontrant que des actes terroristes se préparaient en sol américain contre Cuba, par ces groupes anticubains de Miami. Les informations résultaient en grande partie des renseignements recueillis par les cinq Cubains qui avaient infiltré pacifiquement ces groupes. Plutôt que d'agir à la lumière de ces renseignements pour arrêter de dangereux terroristes, ce sont les cinq agents cubains qui furent arrêtés, le 12 septembre 1998. Pourtant, ils n'ont commis aucun crime et ne faisaient que défendre de façon non violente les vies des citoyens de leur pays.

Alors que des hauts gradés étatsuniens ont déclaré à la barre qu'en s'infiltrant dans les groupes contre-révolutionnaires de Miami, les accusés n'avaient jamais porté atteinte à la sécurité nationale des États-Unis, le tribunal les a condamnés pour « conspiration

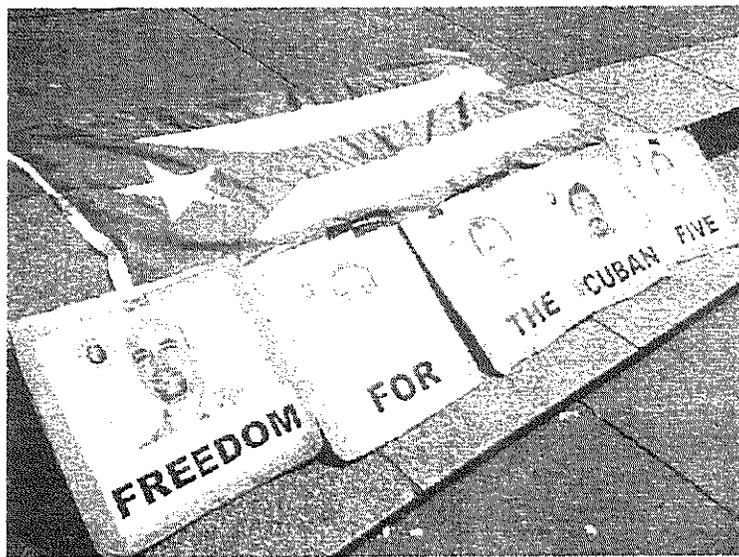


Photo: Web

L'histoire des cinq Cubains ne laisse pas la communauté internationale indifférente.

d'espionnage » contre le gouvernement américain.

Réactions internationales

Leur procès a été dénoncé internationalement, entre autres aux Nations Unies, par le groupe de travail sur les détentions arbitraires en mai 2005. Le 4 mars 2009, le président de l'Assemblée générale de l'ONU, Miguel d'Escoto Brockmann, a demandé la libération des Cinq lors de la session du Conseil des droits humains de l'ONU.

Maurice Lemoine, du journal français *Le Monde diplomatique*, a relevé que lors du procès, le jury a fait l'objet de fortes pressions politiques et économiques provenant de la mafia anticubaine de Miami. Plusieurs manifestations ont eu lieu aux États-Unis pour exiger la libération immédiate des cinq Cubains. Des personnalités comme Noam Chomsky, un activiste réputé, et Alice Walker, une romancière, ont appuyé la cause des inculpés.

Réactions Canadiennes

Au Canada, sur l'initiative de Francine Lalonde, députée du Bloc Québécois et porte-parole en matière d'affaires étrangères, 56 députés fédéraux ont signé une lettre réclamant justice pour les cinq Cubains et pour leurs familles. Une députée du NPD, Libby Davies, a aussi réuni les signatures des 16 députés de son parti.

La lettre a été transmise en juin 2008 à David Emerson, ministre des Affaires étrangères du Canada avec copie à Michael

Mukasey, Procureur général des États-Unis, et David Wilkins, Ambassadeur des États-Unis au Canada.

La lettre en question indique que les Cubains emprisonnés aux États-Unis depuis plus de 11 ans ont subi un procès inéquitable et des conditions de détention qui contreviennent à la Constitution américaine et au droit international. La lettre fait aussi mention que ces cinq personnes sont détenues, séparées les unes des autres dans cinq prisons à sécurité maximale et maintenues pendant de longues périodes dans des cellules d'isolement, et que deux d'entre elles se sont même vues refuser leur droit aux visites familiales.

Réactions Estriennes

Le Comité de solidarité de l'Estrie, membre de la Table de concertation de solidarité Québec-Cuba (TCSQ-C), de même que le Réseau canadien de solidarité avec Cuba (CNC), appuie de tout coeur le Bloc Québécois et le NPD dans cet appel conjoint pour la justice, et nous unissons nos voix à celles de nos députés. Nous maintiendrons nos efforts conjoints pour que les Cinq obtiennent justice et pour faire connaître leur cas au Québec et au Canada.

Nous réclamons justice pour les Cinq et leurs familles!

Les auteurs sont fondatrice et fondateur du Comité de solidarité de l'Estrie

Le plan économique du Canada mal planifié?

PAR ALISON BRUNETTE

Quand le Premier Ministre du Canada, M. Stephen Harper, a annoncé que le Canada accueillerait le prochain sommet du G8, il a affirmé que ce dernier apporterait d'importantes retombées économiques pour la ville et la région où la rencontre aura lieu. Mais, il faut croire qu'accueillir les leaders des pays les plus riches au monde amène aussi des conséquences et des coûts assez impressionnantes.

Huntsville, en Ontario, est reconnu parmi les touristes Nord-Américains comme un petit coin de paradis. Située à côté du parc provincial Algonquin, la région comprend des centaines de lacs et de rivières bordées de pins blancs. C'est sans doute la raison pour laquelle le Ministre Harper a choisi cette ville de 20 000 habitants pour accueillir les pays du G8.

Harper a annoncé cette nouvelle, il y a un an et demi, en disant que la rencontre serait « une très bonne opportunité de promouvoir les valeurs et les intérêts canadiens ». Mais de quoi parle-t-il exactement?

Nos valeurs et nos intérêts

Pour accueillir cet événement, le gouvernement fédéral investit 50 millions de dollars en infrastructures dans la ville. Un centre communautaire bénéficiera d'un stade de hockey de grandeur olympique au coût de 20 millions de dollars une fois que l'espace aura servi pour héberger les médias internationaux. Tout près, un boisé a été coupé et une falaise dynamitée pour la construction d'un autre bâtiment, sans que l'on soit certain de son utilisation future.

L'hôtel Deerhurst, où les chefs de pays se réuniront, bénéficiera aussi d'un investissement de plusieurs millions de dollars. Se-

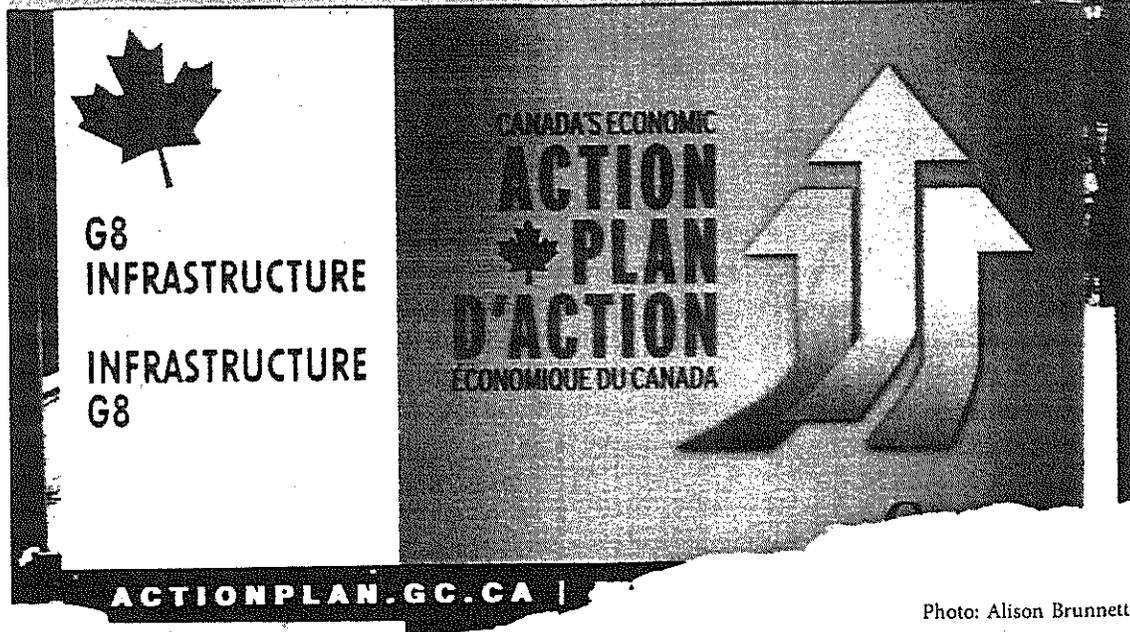


Photo: Alison Brunnette

lon un haut-placé de l'entreprise (qui par hasard appartient à Atlific, une filiale de la grosse compagnie américaine Ocean Properties), la plupart des chambres seront rénovées et repeintes aux frais des payeurs de taxes canadiens.

Pour ce qui est de la sécurité, en plus des nombreux agents de police, trois clôtures seront montées sur les lieux à un coût de six millions de dollars. Ces clôtures, qui ne font pas le bon-

heur de la population, seront enlevées par la suite. Le gouvernement a aussi réservé toutes les chambres d'hôtel dans un rayon d'une heure de route, pour s'assurer que les manifestants ne puissent s'approcher.

La cerise sur le sundae

Le plus choquant est que le 9 décembre, M. Harper a annoncé que le Canada sera aussi le pays d'accueil du G20,

qui aura lieu les quatre jours qui succèdent le G8. Ainsi, la petite ville de 20 000 personnes n'est plus suffisante pour une si grosse rencontre. D'abord, le G20 se fera à Toronto, et le G8 à Huntsville est réduit à une journée seulement! Cinquante millions de dollars pour une seule journée de réunion... cela vaut sans doute une remise en question de nos prétendues valeurs et une réflexion sur les intérêts canadiens que Stephen Harper dit vouloir promouvoir.

Environnement

L'impact humain des changements climatiques

PAR PAULINE RONSMANS • CSI

Reconnus internationalement par la communauté scientifique et politique, les changements climatiques sont apparus avec la révolution industrielle et la mise en place du modèle économique capitaliste qui encourage l'augmentation de la production et de la consommation. Par conséquent, les pays industrialisés sont les principaux responsables de la pollution. Par exemple, un Canadien moyen émet par année 20 tonnes de CO₂, soit autant que 200 Tanzaniens. L'émission des gaz à effet de serre (GES) provient principalement de l'utilisation de combustibles fossiles. Un tel mode de fonctionnement n'est pas sans conséquence pour la terre et l'humanité.

La vulnérabilité de l'être humain

Les groupes d'experts constatent les changements climatiques suivants: augmentation des températures moyennes, fonte de la neige et de la glace, multiplication des désastres naturels, désertification et appauvrissement de la biodiversité. La situation géographique est un facteur décisif sur la vulnérabilité des individus qui vivent, par exemple, dans un pays insulaire ou côtier. Cependant, la pauvreté économique est un facteur en-

core plus déterminant. Elle limite la capacité des populations à se développer et à s'adapter. Chaque année, environ 262 millions d'individus sont affectés par les changements climatiques, 98 % de ceux-ci vivent dans un pays en voie de développement.

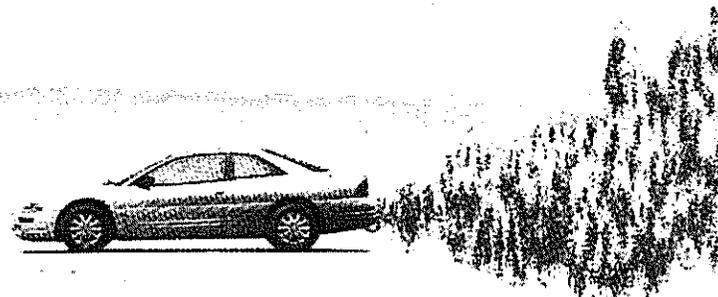
En raison des sécheresses et de la fonte des glaciers, l'accès à l'eau est plus rare. L'accès à l'alimentation est compromis par la perturbation du rythme des pluies dont dépend l'agriculture. L'augmentation de la température entraîne

également le déplacement et la prolifération des épidémies, notamment celles transmises par les moustiques.

En outre, l'expression « réfugiés environnementaux » a fait son apparition. Le terme décrit les populations contraintes de se déplacer en raison d'une dégradation environnementale de leur lieu d'origine, mais ce statut n'est pas reconnu par les instances officielles internationales comme l'ONU. Conséquemment, ces familles laissées pour compte voient leurs droits rapidement mis au rancart. Ces personnes vivent souvent dans des abris illégaux, précaires et régulièrement détruits par les autorités. Les experts dénombrent actuellement de 30 à 40 millions de réfugiés environnementaux; ils en prévoient 250 millions d'ici 2050 si rien n'est entrepris rapidement.

Copenhague : des résultats controversés

Du 7 au 18 décembre dernier, environ 200 pays étaient présents lors de la 15^e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques à Copenhague. Il en a résulté



l'ébauche d'une entente entre cinq pays (États-Unis, Chine, Inde, Brésil et Afrique du Sud) qui les engage à limiter à 2°C la hausse de la température moyenne de la planète par rapport à l'ère préindustrielle. Aucune cible ferme de réduction des GES n'a été établie.

Les pays industrialisés se sont aussi engagés à réunir la somme de 30 milliards de dollars d'ici 2012 afin de venir en aide aux pays en voie de développement pour qu'ils puissent lutter contre les changements climatiques et s'adapter à leurs conséquences. Cette somme devrait être augmentée à 100 milliards à compter de 2020. Cependant, dans les documents officiels, l'origine de ces investissements est vague et confuse en plus de n'engager personne à rien. Une prochaine rencontre aura lieu à Mexico au cours

de l'année 2010.

Pour sa part, le Canada s'engage à reculer dans la réduction de ses émissions de GES. D'ici 2020, il promet de réduire de 20 % ses émissions par rapport à 2006. Cela correspond en fait à une réduction de seulement 3 % par rapport à 1990, année de référence utilisée dans le protocole de Kyoto. Soulignons que depuis 1990, le Canada a augmenté ses émissions de GES de 25 % à 30 %.

Une chose est sûre...

Le droit de polluer pour s'enrichir et se développer devient très controversé. Remettre à plus tard les actions concrètes de réduction de la pollution ne fait qu'accentuer les impacts humains et environnementaux des changements climatiques. Renverser la vapeur sera alors une tâche des plus imposantes.

AIDE JURIDIQUE

J'HABITE UN LOGEMENT À LOYER MODIQUE ET JE M'ABSENTE FRÉQUEMMENT

Vous demeurez dans un logement à loyer modique et vous vous absentez de votre logement fréquemment pour rendre visite à votre parenté et à vos amis. Le locateur peut-il demander la résiliation du bail pour inoccupation du logement?

LES FAITS

Depuis le 1er avril 2002, la locataire occupe un logement à loyer modique, comportant trois pièces. Il est situé au rez-de-chaussée d'un immeuble qui abrite quinze logements. Les parties sont liées par bail. Par son procureur en date du 23 novembre 2005, le locateur demande à la locataire de fournir des explications crédibles et valables concernant son occupation réelle et permanente des lieux. Du même coup, le locateur somme aussi la locataire de prendre arrangement sur les modalités de remise du logement alléguant des indices qui révéleraient que la locataire n'utilise plus son logement comme habitation habituelle ou résidence principale.

LE LITIGE

Le locateur peut-il demander la résiliation du bail au motif que la locataire n'utilise pas le logement comme habitation habituelle ou résidence principale?

LA DÉCISION

Le locateur n'a pas démontré le bien-fondé légal et factuel de sa demande et celle-ci ne peut être accueillie. La demande de résiliation de bail est donc rejetée.

LES MOTIFS

Le locateur allègue que depuis des années, la locataire n'utilise pas le logement comme habitation habituelle ou résidence principale. Il allègue de plus qu'elle n'a pas donné suite à plusieurs avis de convocation fixés pour démontrer son occupation réelle des lieux et qu'elle a finalement admis de très rares présences sur place. Il soumet qu'en agissant ainsi la locataire n'utilise pas le logement pour les fins prévues, en change la destination, le détourne de sa vocation d'habitation pour famille à faible revenu au sens de la *Loi sur la Société d'habitation du Québec* et prive un ménage dans le besoin d'un logement subventionné.

La preuve est à l'effet que la présence de la locataire, comme celle de son véhicule automobile, est peu constatée dans les lieux loués, soit le logement et l'espace de stationnement et qu'il y aurait donc des signes d'inoccupation du logement.

Par son témoignage, la locataire indique qu'elle considère toujours le logement concerné comme étant le lieu où elle réside toujours même si elle précise n'être chez elle que treize ou quatorze jours par mois. Elle s'absente fréquemment de son logement pour aller visiter sa fille, sa mère, son frère ou des amis. La locataire nie la prétention du locateur à l'effet qu'elle ne se sert de son logement qu'en guise de pied-à-terre. Elle reçoit des prestations d'invalidité de la Régie des rentes plutôt que des prestations d'aide sociale et possède une auto, ce qui lui permet d'avoir une vie sociale très active.

Cela ne permet aucunement au tribunal de conclure qu'elle a changé de domicile, qu'elle n'occupe plus son logement ou que le logement lui a été attribué sans droit ou sous de fausses représentations ou même que son lieu de résidence devrait lui être retiré sous prétexte que son occupation des lieux n'est pas suffisante. La locataire a valablement expliqué les signes d'inoccupation qu'on lui reproche et, pour le reste, la preuve démontre que ses absences s'expliquent par des considérations personnelles qui concernent son mode de vie. On ne peut reprocher à la locataire de vivre seule, de vouloir rencontrer parents et amis, de posséder une voiture, de se déplacer et de vouloir agir comme une personne libre et autonome.

CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'ESTRIE (819-563-6122)

Fêter l'Amour

Communic'Action Ste-Jeanne d'Arc vous invite!

Commun'Action Ste-Jeanne d'Arc célébrera la St-Valentin avec toutes les personnes qui répondront à l'invitation. Ce 14 février 2010 sera fêté avec amour autour d'un brunch bénéfique et sera l'occasion d'inaugurer un dépannage vestimentaire et plus encore.

Cette année, une programmation d'envergure est offerte aux résidents de la paroisse Ste-Jeanne-D'Arc ainsi qu'aux paroisses avoisinantes. Tous sont cordialement invités à participer au déjeuner «fèves aux lards» de 9h à 14h. Dans le cadre de cette activité annuelle l'organisme offrira une panoplie d'activités dynamiques et une activité d'envergure le 14 février prochain.

Qui sommes-nous?

Commun'Action Ste-Jeanne d'Arc est un organisme sans but lucratif qui depuis près de dix ans offre des activités et des services à la population en général et plus particulièrement aux gens seuls, aux personnes défavorisées ou à tout autre personne désireuse de s'impliquer ou de venir fraterniser. L'organisme désire vous inviter à visiter ses locaux, à rencontrer l'équipe de travail, les bénévoles, le conseil d'administration. Ils vous feront une description plus détaillée des services disponibles. Vous serez donc à même de constater quel groupe énergique et entreprenant ils forment.

À titre indicatif, notons entre autres, que Commun'Action

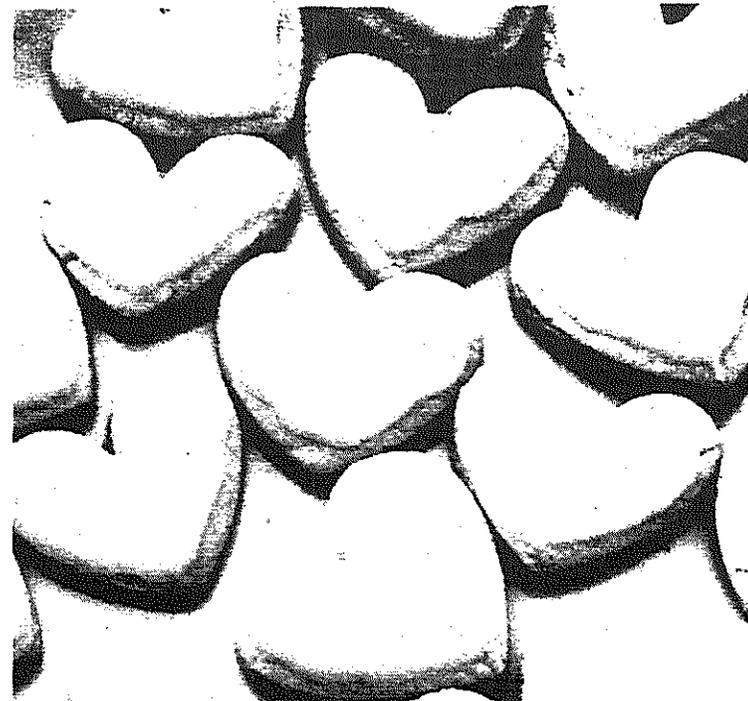


Photo: Web

Une équipe dynamique vise à construire une communauté soucieuse de notre bien-être.

Ste-Jeanne d'Arc offre des services de repas dépannage, des activités intergénérationnelles et des rencontres d'échange. Les familles sont également conviées à une fête de quartier durant la période estivale. De plus, les gens seuls participent activement et apprécient grandement le repas de Noël du 25 décembre de chaque année.

Du plaisir à venir!

Deux activités de financement sont proposées annuellement soit, un dîner spaghetti en novembre et un déjeuner fèves au lard en février. Parallèlement, plusieurs projets sont actuellement en développement. Les objectifs de l'organisation sont: briser l'isolement en créant des liens d'amitié, bâtir une communauté responsable

et soucieuse du bien-être de ses membres, privilégier la solidarité face à certains problèmes que vivent les personnes tels que l'appauvrissement, miser sur la capacité des résidents de prendre en charge le mieux-vivre de leur communauté par l'entraide, développer des services pour répondre aux besoins exprimés par les gens de leur milieu, développer des solidarités avec les autres secteurs communautaires et privés, représenter et défendre les besoins et les intérêts du quartier auprès d'autres groupes.

Plus de 3000 personnes bénéficient annuellement des services de Commun'Action Ste-Jeanne d'Arc et ce, grâce à la générosité de plus d'une centaine de bénévoles actifs.

Donc, le 14 février prochain c'est une invitation à fêter l'amour lors d'un brunch bénéfique. N'oubliez pas que partagez c'est multiplier! Vous êtes invités à venir gratuitement pour les présentations et les activités. Un casse-croute sera offert sur place.

Pour de l'information ou pour l'achat de billets pour le brunch (au coût de 9\$), veuillez communiquer avec Line Bergeron, coordonnatrice au:

819-239-9444

1011, Galt Ouest
Sherbrooke, Qc

J1H 1Z

À la défense des prestataires d'assurance-chômage en Estrie

Rencontre publique d'information chaque mercredi soir à 19 h

Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie
187, rue Laurier, local 215, Sherbrooke Qc J1H 4Z4

www.lemcce.org «Actif depuis 1980» 819 566-5811

Solidarité Populaire Estrie



187, rue Laurier, local 311
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 562-9547
solidari@aide-internet.org

Une coalition pour
une répartition équitable
de la richesse

Mobilisation pour les logements sociaux

Mardi 23 février à 11h00



Pour le droit au logement!

PAR NORMAND COUTURE •
ASSOCIATION DES LOCATAIRES
DE SHERBROOKE

Pour plus d'informations et vous inscrire concernant la manifestation, le transport et le dîner, vous devez appeler à l'Association des locataires de Sherbrooke au:

(819) 791-1541

Dans le cadre du budget provincial, l'Association des Locataires de Sherbrooke invite la population à se mobiliser afin de s'assurer que le prochain budget permettra de réaliser des logements sociaux en nombre suffisant.

Le gouvernement profite, tout comme en 1996, de la dernière crise économique pour sabrer dans les programmes sociaux tels que le logement social, l'éducation et autres. Le gouvernement utilise l'excuse de l'endettement et la baisse des revenus de l'État pour s'excuser devant l'obligation de couper et impose à la population de se serrer la ceinture.

Ce que le gouvernement oublie de nous dire, c'est que depuis 1996 les gouvernements successifs n'ont cessé de diminuer les impôts ce

qui bien sûr à profiter à la classe riche et aux entreprises et à continuer à appauvrir les plus pauvres. La population doit se lever afin d'éviter qu'un tel scénario ne se répète, en exigeant du Gouvernement qu'il choisisse d'autres alternatives telles qu'un impôt progressif pour la remise de la dette et qu'il assure à la population la plus démunie de ne pas s'appauvrir davantage.

Nous invitons la population à se joindre à nous devant les bureaux du premier Ministre et Député Jean Charest pour revendiquer la réalisation de 50 000 logements sociaux sur 5 ans et assurer ainsi à la population la plus démunie de pouvoir se loger convenablement à un coût raisonnable.

Message d'une coalition

NON À LA HAUSSE DES TARIFS!

PAR MARIE-ÈVE RANCOURT •
RESPONSABLE DES LUTTES SOCIALES-MÉPACQ

Jean Charest a tenu un forum sur l'avenir économique du Québec, le 20 et 21 janvier, où il était question de hausse de tarifs et où il a convié le secteur des institutions financières, des grandes organisations patronales et syndicales.

Pour l'interpeller sur ce qu'il a l'intention d'inclure dans son prochain budget (hausse des tarifs et réduction de services, au nom de la lutte au déficit) et pour réclamer une plus juste répartition de la richesse, la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics a organisé une ACTION au moment du discours d'ouverture du Premier Ministre.

Nombreux et heureux

Nous étions plus de 200 personnes ce mercredi 20 janvier, à répondre à l'appel de la Coalition contre la tarification et la privatisation des services publics. Ainsi, le coup d'envoi des rendez-vous économiques a été marqué par un comité d'accueil de bonne humeur et bruyamment présent qui a manifesté son opposition aux orientations actuelles du gouvernement Charest. C'est avec des slogans et de la musique rythmés, ponctués de discours et d'une petite pièce de théâtre que les manifestants ont bien fait sentir leur présence. L'opposition aux hausses de tarifs et de TVQ, tout comme aux coupures dans les services publics a certainement eu un écho jusqu'à l'intérieur du Centre des congrès.

Pour l'occasion, une facture

géante devait être remise à Charest et Bachand. Or, lorsque des représentants de la Coalition ont tenté de s'introduire à l'intérieur, ils ont été empêchés d'entrer par les forces de l'ordre. Devant l'impossibilité de remettre en main propre cette facture, la coalition a promis de revenir à la charge dans les prochains mois.

Une dizaine de minutes plus tard, les manifestants ont fait tomber les clôtures qui les gardaient à une vingtaine de mètres de l'entrée du Centre des congrès de Lévis. Devant l'afflu des manifestants qui ont assailli les fenêtres du centre des congrès, chantant, scandant des slogans, usant de tambours et trompettes pour perturber le discours de Charest qui se déroulait à l'intérieur, les policiers se sont rapidement barricadés à l'intérieur du centre des congrès. Le Comité d'accueil s'est déroulé dans une ambiance festive et colorée.

En marche pour le 1er avril

Le nombre de manifestants présents a largement dépassé les attentes et objectifs que s'était fixé la Coalition. Compte tenu des courts délais de mobilisation, il a été étonnant de voir que les militants ont répondu aussi

Jean Charest convie ses « partenaires » à un forum sur l'économie. La Coalition contre la tarification et la privatisation organise un Comité d'accueil.

Revenu Québec

Service de recouvrement

FACTURE:

Sommes dues à l'État québécois

Impôts des entreprises:	
Introduction d'un impôt minimum obligatoire pour les entreprises.....	\$\$\$\$
Diminution des déductions fiscales.....	\$\$
Lutte contre l'évasion et l'évitement fiscal.....	\$\$\$
Augmentation des redevances sur les ressources naturelles.....	\$\$
Lutte contre la corruption dans l'attribution des contrats publics..	\$\$\$
Impôt des contribuables à revenu plus élevé:	
Augmentation du nombre de paliers d'imposition.....	\$
Lutte contre l'évasion et l'évitement fiscal.....	\$\$

N.B.: La facture, c'est PAS à nous de la payer!

nombreux à cet appel. Ceci témoigne sans aucun doute de l'importance des enjeux actuels et de la grogne contre le gouvernement Charest.

Lors du retour en autobus, les troupes étaient gonflées à bloc par cette action. Chose certaine, cette première action n'était certainement pas la dernière! Le MÉPACQ, à l'instar de plusieurs autres groupes, a été bel

et bien présent en ce 20 janvier 2010 et représenté par plusieurs Tables régionales (Montréal, Estrie, Mauricie, Centre-du-Québec et Québec-Chaudière-Appalache), il a très certainement été un moteur de cette mobilisation. Par ailleurs, compte tenu de l'endroit éloigné où se tenait le forum économique, il est stimulant de voir que plusieurs Tables et groupes de

base aient réussi à mobiliser pour cet événement, d'autant plus que plusieurs ont dû se déplacer par leurs propres moyens! Cette mobilisation sera définitivement une bougie d'allumage pour la Manifestation nationale du 1er avril à Montréal..

Que faire ?

PAR MARIANNE VERVILLE • E-TOILE.ORG

Le 4 février

Le 4 février à 19h30 se tiendra à la salle du Tremplin (97 rue Wellington Sud) la sixième soirée de la saison du Slam du Tremplin. À la fois compétition de slam et rassemblement festif de poésie orale, le slam au Tremplin n'est jamais ordinaire ni comparable. En plus, vous aurez droit à la présentation d'un Grand Chelem: un slameur invité a le défi de conserver la scène jusqu'à un total de 22 minutes 22 secondes! L'événement est diffusé en direct au 95,5 FM CFLX. Tous les détails au slamdutremplin.blogspot.com.

Du 10 au février

Du 10 au 13 février, le Théâtre Macache présentera sa nouvelle création intitulée « Personne n'écoute jamais les tournesols ». La pièce, signée par Sophie Jeukens et mise en scène par Caroline Martin, porte sur le thème de l'absence. Rendez-vous à 20h au Théâtre Léonard-St-Laurent situé au 200 rue Peel. Pour en savoir plus, visitez le www.theatremacache.com.

Le 13 février

Le 13 février à 20h, réservez votre soirée de Saint-Valentin pour embarquer avec Nadine Walsh dans son spectacle de contes intitulé « Les femmes pirates ». Vous y découvrirez l'histoire de Anne Bonny et Mary Read, des femmes au coeur des légendes des mers, qui ont pourtant bel et bien existées. L'embarquement se fera à la Salle de Littorale située au 138 Wellington Nord, local 202.

Tous les dimanches

Tous les dimanches soirs à 20h se déroulent les joutes de la Ligue d'improvisation l'Abordage. Après plusieurs saisons au Téléphone Rouge, l'Abordage termine sa 17^e saison au Boquébère (50 rue Wellington Nord). Chaque soirée propose un match endiablé entre deux équipes qui créent pour le public des moments uniques d'imagination et d'émotion.

Le 24 février

Le 24 février à 19h se tiendra à l'école de la Montée Le Ber, une pièce de théâtre sur le développement durable réalisée par la troupe d'intervention théâtrale Mise au jeu. Cette pièce mettra en situation une problématique de développement durable et ses conséquences sur le milieu. Il y sera également présentée la conférence Vivre en ville, une conférence permettant de dresser un portrait des enjeux auxquels font face les collectivités du Québec et d'élaborer des pistes d'actions pour le développement viable. Pour en savoir plus, visitez le www.environnementestrie.ca/site/activites/acteurs.html

Le 27 février

Le 27 février aura lieu une soirée musicale triple à la Salle du Tremplin à 20h. Deux groupes sherbrookoïses de la relève, Guajira et Noem, viendront vous en mettre plein la vue avec leur son folk acoustique instrumental pour le premier et folk électronique pour le deuxième. Ils partageront la scène avec le groupe montréalais Effet Domino, une autre belle découverte de l'univers folk-rock québécois.

Acoustic / Jazz / Lyrical

Flavie Jazz et tralala

Le trio Flavie Jazz et tralala a lancé son premier mini album le 10 décembre dernier à la salle du Tremplin au centre-ville de Sherbrooke. Mené par la polyvalente et charismatique chanteuse Flavie Dufour, entourée des musiciens Guillaume Gilbert et Benoît Converset, le groupe offre presque exclusivement des compositions alliant jazz, bossa-nova et chanson française sur les envolées poétiques tirées de l'imaginaire débordant de Flavie Dufour. Les trois artistes reprennent aussi une chanson de Barbara, Chapeau bas, en se l'appropriant de manière originale et bien sentie. Leur album nous transporte dans un univers intimiste où l'interprétation charme malgré qu'on ne puisse y apprécier la chimie omniprésente de leur rencontre sur scène. Pour l'auditeur avide de découvertes et qui apprécie les oeuvres un peu folles et déconcertantes.

Album en vente au Musique Cité, 169 Rue King Ouest

Pour en savoir plus, visitez le www.myspace.com/flavietralala

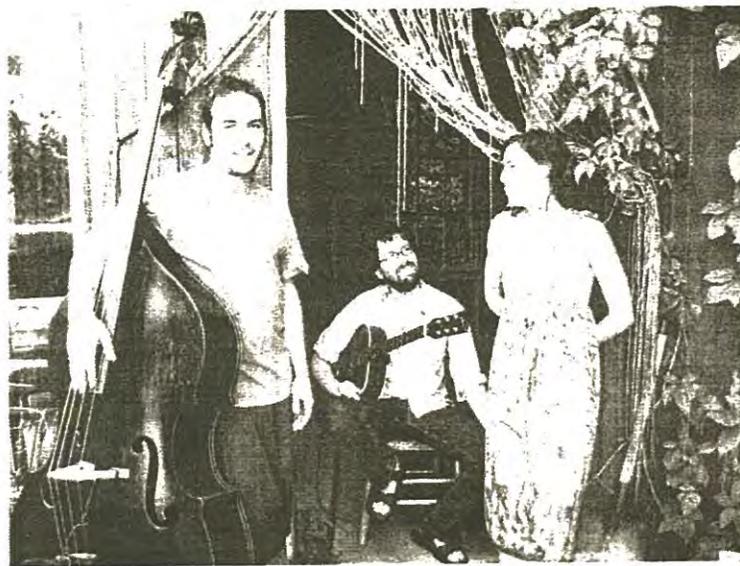


Photo: Flavie Dufour

Flavie Jazz et tralala, en spectacle le 13 mars- 20 heures- Entrée: 8 \$
La Caravane, 4500 chemin Capleton North Hatley, North Hatley

**sommes les témoins bruyants
d'un siècle muet
des nymphomanes ardentes
contre un monde frigidifié**

manifeste vége-cannibale

Le VG-pâté

ent' à traver la vie

Info@vgpate.org

ABONNEMENT

S'abonner, c'est se donner les moyens de mieux s'informer!

ENTRÉE LIBRE

Régulier : 15 \$ Institutions, organisme : 20 \$

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$ pour _____ abonnement(s)
adressé à : Entrée Libre, 187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Téléphone : _____

LeFaitout

chocolaterie | pâtisserie

90 rue Alexandre, Sherbrooke J1H 4S6

819.791.4203